

Énième relance de la chasse aux économies dans les ministères

Bastien Scordia

Revue de dépenses, saison 2. Lors d'une réunion avec les ministres ce jeudi 16 novembre en soirée, la Première ministre Elisabeth Borne a lancé la seconde phase de ce passage en revue des dépenses publiques. Un exercice désormais annuel mais dont la première édition, cette année, s'était soldée par des résultats mitigés en termes de pistes d'économies identifiées et surtout retenues dans le projet de loi de finances pour 2024.

Après les fortes dépenses engagées en réponse à la crise sanitaire et à la crise énergétique, *"il est temps de normaliser nos dépenses publiques et de reconstituer des marges de manœuvre financières dans une logique d'assainissement de nos comptes publics"*, explique l'exécutif. Et l'enjeu est de taille aujourd'hui pour le gouvernement Borne qui table sur 12 milliards d'euros d'économies en 2025. La France reste sous la pression des agences financières de notation et de l'Union européenne.

Certes, 16 milliards d'euros d'économies ont été dégagés par l'exécutif pour 2024. La plupart de ces économies, malgré tout, résultent de la fin de dispositifs d'urgence et d'aides dans le domaine de l'énergie.

"Mobilisation collective"

"La cible de 12 milliards d'économies est un objectif important, ajoute-t-on de source gouvernementale. Elle est néanmoins atteignable comme elle représente moins de 1% de l'ensemble de la dépense publique mais cela nécessite une mobilisation collective". Mobilisation qui passera donc par de nouvelles revues de dépenses.

"Il faut que chacun, dans son champ, interroge ses moyens d'action de manière récurrente et interroge l'efficacité de la dépense en se demandant si l'euro dépensé est bien dépensé", développe-t-on au sein de l'exécutif en indiquant que les nouvelles revues de dépenses concerneront l'ensemble des ministères.

Au total, une dizaine de revues viennent d'être lancées par le gouvernement. D'autres suivront en fin d'année. Elles seront menées par les différents corps d'inspection pour un rendu prévu en février-mars avant une potentielle intégration dans le budget 2025 des pistes d'économies retenues. Ces revues aborderont notamment la question du maquis des aides aux entreprises ou des dispositifs médicaux. L'exécutif ne donne pas pour autant le détail précis des thèmes abordés dans le cadre de ces nouvelles revues de dépenses.